



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Dossier de presse

BILAN DE LA XIII^E LÉGISLATURE

6 mars 2012





SOMMAIRE

Bilan de la législature 2007-2012

- ▶ **Chiffres clés**
- ▶ **Une réforme de la procédure législative efficace**
- ▶ **Une mission d'évaluation et de contrôle exercée pleinement**
- ▶ **De nouveaux droits de l'opposition tous effectifs et mis en œuvre**
- ▶ **La modernisation de l'Assemblée nationale**

CHIFFRES CLÉS DE LA LÉGISLATURE 2007-2012

- ▶ **264 textes de loi adoptés, dont 89 propositions de loi**
(237 textes adoptés, dont 61 propositions de loi pour la législature 2002-2007)
- ▶ **5 032 heures de séance publique**
(5 134 heures pour la législature 2002-2007)
- ▶ **4 615 heures de séance en commissions**
(2 712 heures pour la législature 2002-2007)
- ▶ **75 858 amendements déposés en séance publique**
(243 808 amendements déposés pour la législature 2002-2007)
- ▶ **89 rapports publiés sur l'application des lois**
(35 rapports publiés pour la législature 2002-2007)
- ▶ **83 propositions de loi et de résolution discutées à l'initiative de l'opposition**
(23 propositions de loi de l'opposition discutées pour la législature 2002-2007)
- ▶ **35 débats organisés en séance publique sur l'évaluation et contrôle, dont 18 à l'initiative de l'opposition**
(disposition nouvelle issue de la révision constitutionnelle de 2008)
- ▶ **3 895 questions au Gouvernement posées, dont la moitié par l'opposition**
(3 284 questions au Gouvernement posées pour la législature 2002-2007)
- ▶ **487 rapports d'information et d'évaluation publiés par les commissions, délégations et office**
(387 rapports d'information et d'évaluation publiés pour la législature 2002-2007)
- ▶ **18 rapports publiés par le Comité d'Évaluation et de Contrôle des politiques publiques, qui ont donné lieu à un débat en séance publique en présence du Gouvernement**
- ▶ **7 commissions d'enquête créées, dont 3 à l'initiative de l'opposition**
- ▶ **7 missions d'information créées par la Conférence des Présidents**

BILAN DE LA LÉGISLATURE

Une réforme de la procédure législative efficace

Au total, 264 textes de loi ont été adoptés, dont 89 propositions de loi au cours de la législature 2007-2012 contre 237 textes dont 61 propositions de loi au cours de la législature 2002-2007.

Principaux textes adoptés :

- Loi sur l'autonomie des Universités
- Réforme des retraites
- Réforme des régimes spéciaux
- Loi de modernisation de l'économie
- Loi de modernisation agricole
- Loi Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat
- Réforme du statut de La Poste
- Service minimum dans les transports et dans l'éducation nationale
- Revenu de Solidarité Active
- Grenelle de l'Environnement I et II
- Réforme de l'hôpital
- Réforme des services de l'Etat et non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite
- Relance de la construction européenne (Traité de Lisbonne)
- Modernisation des institutions
- Réforme territoriale
- Peines plancher, rétention de sûreté
- Réforme de la garde à vue
- Réforme de la fiscalité du patrimoine
- Introduction des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels
- Lois de simplification du droit

Le Congrès s'est réuni à trois reprises :

- Révision de la Constitution sur le Traité de Lisbonne en février 2008
- Modernisation et rééquilibrage des institutions en juillet 2008
- Adresse du Président de la République aux Parlementaires en juin 2009



► **Le renforcement du rôle des commissions est effectif**

Au cours de la XIII^e législature, les commissions permanentes et spéciales ont siégé 2 903 séances contre 1 842 sous la précédente législature, **soit au total 4 615 heures** contre 2 712 heures précédemment.

Les commissions utilisent pleinement leurs nouveaux outils : études d'impact, avis du Conseil d'État et « protocole social » sur les propositions de loi.

Puisque c'est désormais au sein des commissions que s'écrivent de larges pans de la loi, **la publicité audiovisuelle de leurs travaux s'avère nécessaire. Décidée par le bureau de la commission, elle tend à devenir progressivement la règle et le huis clos l'exception.** Près de 400 réunions de commissions ont ainsi été ouvertes à la presse en 2011, dans des salles dotées d'équipements multimédias.

► **Le débat en séance publique est recentré sur les sujets essentiels et n'est plus dénaturé par les dérives liées à l'obstruction.**

Le droit d'amendement n'est plus détourné de son sens.

Le nombre d'amendements déposés en séance a diminué massivement.

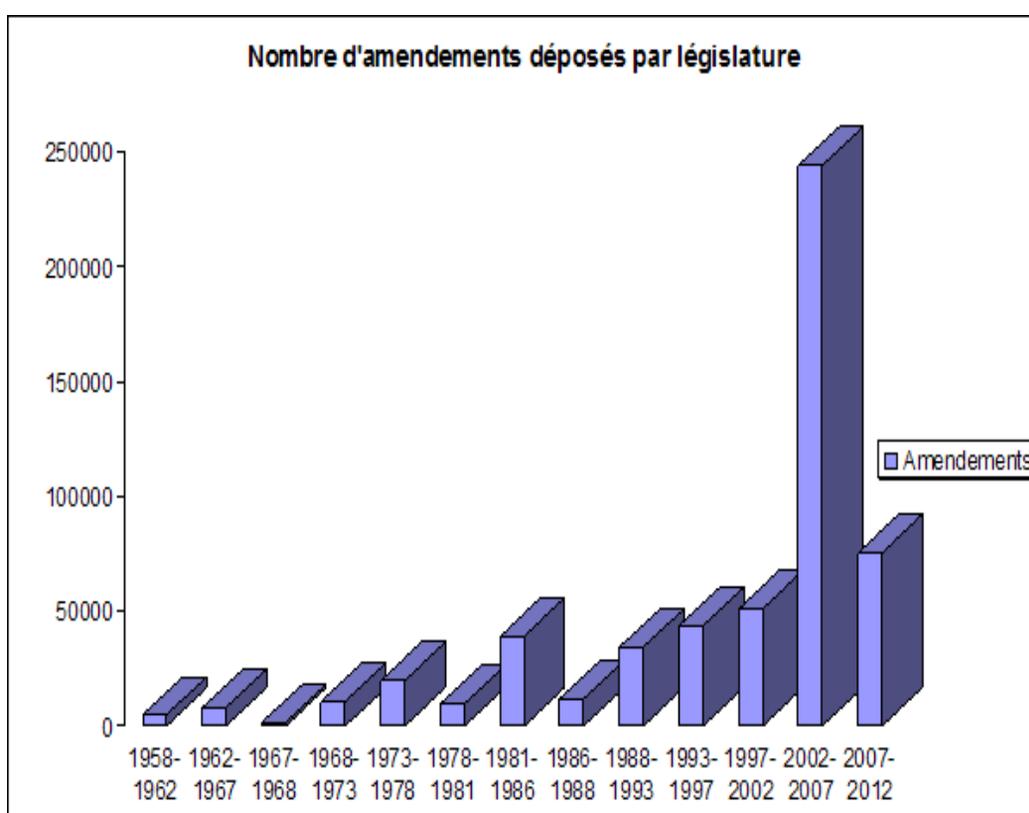
Au cours de la législature **2002-2007, 243 808** amendements avaient été déposés en séance.

Ce sont **75 858 amendements** qui ont été déposés en séance au cours de cette **XIII^e législature.**

Le nombre d'amendements déposés a fortement décliné depuis la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la révision constitutionnelle de 2008 et de la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale de 2009.

Le temps législatif programmé est devenu la pratique habituelle pour l'examen des textes les plus importants : 27 textes ont été concernés.

Tous les groupes maîtrisent, désormais, la pratique du temps législatif programmé et ses avantages.



Une mission d'évaluation et de contrôle exercée pleinement

► Le renforcement de la part du contrôle en séance publique

Au cours des semaines consacrées par priorité à l'évaluation et au contrôle depuis le 1^{er} mars 2009, **35 débats de contrôle ont été organisés, dont 18 à l'initiative des groupes d'opposition**, dans l'hémicycle ou en « petit hémicycle » (salle Lamartine).

3 895 questions au Gouvernement ont été posées, un nombre qui a progressé de 15 % par rapport à la précédente législature, **dont la moitié par l'opposition.**

1 787 questions orales sans débat ont été posées, dont la moitié par l'opposition.

► Le Comité d'Évaluation et de Contrôle des politiques publiques, créé en 2009, est présidé par Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée nationale, et compte des représentants de tous les Groupes. Il a publié 18 rapports établis par deux co-rapporteurs, dont un issu de l'opposition, depuis sa création.

Principaux rapports publiés :

- La mise en œuvre de l'article 5 de la Charte de l'environnement relatif au principe de précaution
- Les autorités administratives indépendantes
- Les aides aux quartiers défavorisés
- L'aide médicale de l'Etat
- L'hébergement d'urgence
- La performance des politiques sociales en Europe
- La révision générale des politiques publiques (RGPP)
- La politique d'aménagement du territoire en milieu rural
- La médecine scolaire
- Les incidences sur l'économie française de la stratégie de Lisbonne

► Les commissions, délégations, missions et office effectuent un travail considérable :

487 rapports d'information et d'évaluation ont été déposés pendant la législature 2007-2012, soit 20 % de plus qu'au cours de la législature 2002-2007, avec des co-rapporteurs issus de l'opposition.

7 commissions d'enquête ont été créées au cours de la législature :

- . Libération des infirmières bulgares
- . Campagne de vaccination contre la grippe H1N1
- . Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement de l'économie
- . Situation de l'industrie ferroviaire française
- . Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux
- . Mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés
- . Modalités et financement du projet de rénovation du RER A

7 missions d'information de la Conférence des Présidents ont été créées :

- . Questions mémorielles
- . Révision des lois bioéthiques
- . Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes
- . Pratique du port du voile intégral sur le territoire national
- . Tempête Xynthia
- . Toxicomanies (mission commune avec le Sénat)
- . Compétitivité de l'économie française et financement de la protection sociale
- . Analyse des causes des accidents de la circulation et prévention routière

Des nouveaux droits de l'opposition tous effectifs et mis en œuvre

► **Trois fois plus de propositions de loi de l'opposition examinées au cours de ses séances d'initiative**

La réforme constitutionnelle a triplé le nombre de séances attribuées à l'opposition. **Le nombre de textes discutés à l'initiative de l'opposition a lui aussi plus que triplé.**

Pendant la législature 2007-2012, au cours de leurs journées réservées, **les groupes d'opposition ont pu faire discuter 83 propositions de loi et de résolution**, contre 23 au cours de la législature 2002-2007.

► **Des « droits de tirage » de l'opposition pleinement mis en œuvre pour la création de commissions d'enquête et de missions d'information du CEC**

Les **deux groupes d'opposition** ont mis en œuvre leur « *droit de tirage* » pour obtenir la création d'une **commission d'enquête** :

- Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement de l'économie (groupe SRC)
- Situation de l'industrie ferroviaire française (groupe GDR)
- Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux (groupe SRC)

Les **deux groupes d'opposition** ont mis en œuvre leur « *droit de tirage* » pour obtenir le lancement de **missions d'information du CEC** :

- La Révision Générale des Politiques Publiques (groupe SRC)
- Évaluation des mesures fiscales et sociales en faveur des heures supplémentaires (groupe SRC)
- Incidences de la stratégie de Lisbonne sur l'économie française (GDR)

Modernisation de l'Assemblée nationale

Depuis 2007, plusieurs réformes importantes relatives au fonctionnement de l'Assemblée nationale ont été conduites :

- ▶ Création de deux commissions permanentes supplémentaires : la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation.
- ▶ Économie budgétaire de l'ordre de 180 millions d'Euros en 5 ans.
- ▶ Mise en place de règles pour la prévention des conflits d'intérêts et institution du Déontologue de l'Assemblée nationale.
- ▶ Encadrement du lobbying.
- ▶ Mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour le travail parlementaire.
- ▶ Bilan des bonnes pratiques environnementales.
- ▶ Réforme du service des Comptes rendus.